Un témoignage terrible… A diffuser largement, c'est la première marque de solidarité avec nos collègues , et l'ensemble du peuple kurde .

Comment vas-tu ? Ce n'est pas une question anodine comme on a l'habitude de poser au quotidien, mais plutôt : comment vas-tu réellement par ces temps-ci ?
En ce moment, dans ce pays qui va bien ? Je serais curieux de le savoir. Ceux et celles qui se rendent compte de ce qui se passe autour d'eux sont malheureux. C'est évident. Et moi je fais partie de ces gens qui vont mal. Parce que plus personne n'a d'espoir dans ce pays. Chacun.e cherche des chemins pour fuir ce pays. C'est plus un pays, mais c'est un parc d'attraction. La Turquie est en train d'avancer sur les mêmes pas que la Syrie et l'Irak. Pour ces raisons, je ne suis pas en forme. Avec ma compagne on voulait avoir 3 ou 4 enfants, mais comme on voit que nos enfants n'ont aucun avenir, on a donc arrêté de vouloir concrétiser ce projet. La situation en est là.
Au moment où j'ai reçu vos questions par mail, ma compagne, ma sœur, un grand nombre d'autres membres de la famille, ainsi que des amis, ont perdu leurs emplois. Nous avons passé des jours très durs. Toute notre vie a été chamboulée et mis à mal économiquement et psychologiquement. C'est seulement ces dernières semaines que l'on a enfin pu reprendre nos emplois. Je donnerais plus de détails sur ce sujet sur les prochaines questions à venir.

Tu as été licencié ? Comment cette prise de décision s'est faite ? Comment ton licenciement a été mis en place ? Est-ce que c'est dû aux suites de la tentative de coup d'État de juillet dernier ? Et ta compagne comment va-t-elle ? Quelle est sa situation ?
Au début, à la suite de la tentative de coup d'État, le 1er ministre, Binali Yildirim a annoncé que « les enseignant.e.s du Sud-est qui sont sympathisant.e.s avec le PKK seront licencié.e.s. » L'État voulait tou.te.s nous licencier, mais il n'a pas réussi à mener son projet à terme. Nous n'avons été licencié.e.s que sur une période restreinte. Mais à cette occasion, un grand nombre d'ami.e.s ont subi des perquisitions musclées et des tortures ont été faites sur les femmes et les enfants. Des armes ont été pointées sur la tempe des enfants et des femmes. Des maisons ont été pillées par les forces de police. 14 de nos ami.e.s ont été arrêté.e.s et plusieurs d'entre-eux ont été mis en garde à vue durant cinq jours sans avoir le droit à un avocat.
Depuis un an et demi nous avons manifesté puis mené des actions dans un climat identique à celui qui existe depuis la mise en place de l'État d'urgence en juillet 2016. Et un grand nombre de nos ami.e.s ont été arrêté.e.s pour avoir participé de loin ou de près à ces manifestations-là. Plus de 80 personnes ont été licenciées à Amed, et plus de 2000 environ ont été licenciées dans tout le Sud-est. Mais ces décisions ont été, semble-t-il, planifiées bien avant la volonté de nous réprimer du fait des actions politiques que nous avons menées et suite aux déclarations d'autonomie des villes et quartiers qui ont eues lieu fin 2015 à Sur, Cizre, Idil, Yüksekova et Nusaybin. Le coup d'État a simplement solidifié leur projet et accéléré le processus de nos licenciements.
L'AKP avait déjà listé nos noms, puis une fois le coup d'État passé, il s'est focalisé sur nous.
Pendant cette période ma femme a vraiment subi des violences. Psychologiquement elle allait très mal. Ce n'est que maintenant qu'elle commence à s'en remettre. Moi j'ai pas du tout été touché par tout ça bien sûr (rire) ! Ce que je veux dire, c'est qu'en réalité, pendant cette période, ce sont surtout les femmes qui ont beaucoup enduré. Un exemple : deux femmes – deux sœurs – ont été arrêtées et mises en prison et leurs enfants sont restés sans personne. Ou un autre : un ami est en prison, et sa compagne est malade, elle a un cancer. Elle doit s'occuper de leurs deux enfants. Et elle est aussi dans le collimateur de la répression économique, avec le risque de perdre son emploi. Toute l'année, elle essaye de vivre entre son cancer, la prison, l'hôpital, l'école et son travail. La situation ici est très difficile.

Est-ce que les écoles sont-elles toujours ouvertes ? Quelle est la situation des enfants ? Comment vivent-ils la situation actuelle ?
Oui, les écoles sont ouvertes. Quand nous avons été licencié.e.s, des menuisiers, des « agents » [flics

infiltrés, indics…], des policiers sans emploi, des hommes religieux, et d'autres encore ont récupéré les enfants pour les former à leur façon. Les enfants ont beaucoup souffert et ont subi de nombreuses humiliations. Mais depuis le retour à nos postes dans les écoles, les enfants retrouvent une meilleure éducation. En réalité, ils voient et savent tou.te.s ce qu'il en retourne. Et ils sont aussi très attachés à leurs institutrices et instituteurs. En ce moment ils sont heureux, mais combien de temps va durer cette situation ? De cela, nous n'avons aucune garantie.

Comment la ville d'Amed tient économiquement et matériellement ? Comment s'en sort la population de la « capitale du Kurdistan » ?
La population vit un anéantissement économique. Les gens se sont précarisés et ont perdu plus de 30 % de leur pouvoir d'achat dans tout le pays. Tout le poids économique est sur le dos de la classe moyenne et des plus pauvres. Et pendant ce temps le gouvernement turc marche avec la mafia en commercialisant de la drogue. C'est comme ça qu'il essaye de sauver l'économie du pays. En exportant de la drogue vers l'Europe. [??]

Et quelle est la situation dans la ville ? Est ce qu'il y a toujours du monde pour prendre la rue et manifester ? Et les gens ont-ils toujours autant d'espoir qu'il y a un an ?
Amed est très silencieuse. La dernière action de résistance est le fait qu'un véhicule de police a explosé et a été projeté dans les airs par une bombe artisanale. Il y a eu quelques policiers morts et quelques autres blessés. En dehors de ça, Amed est très silencieuse. Il n'y a plus d'activités de protestation. La dernière protestation avait été menée par les enseignant.e.s. C'est seulement la nuit, que certain.e.s jeunes reprennent des actions à leur façon. Les espoirs sont dans les montagnes, sous la neige. La population attend que l'espoir descende dans les villes.

Le HDP est dans quelle situation ? Qui remplace les maires ? Et avez vous des nouvelles des député.e.s emprisonné.e.s ?
Tout les membres actifs du HDP et du DPB, les cadres, les élu.e.s, les député.e.s, les maires, les chefs de commune, les employé.e.s des communes HDP, ont tou.te.s été licencié.e.s, emprisonné.e.s, et/ou exilé.e.s. Avec l'aide des forces armées, l'État a mis à la place ses hommes, dans les mairies, en confisquant et en dérobant les postes par la force. En ce moment, ce sont eux qui dirigent les mairies.
Le peuple, en utilisant les « voies légales », était parvenu à instaurer une administration locale. Mais il s'est vu dérober ses droits par le sultan Recep Tayyip Erdoğan et ses sbires AKP'ci djihadistes terroristes. Le parti kémaliste CHP a affiché son soutien face à l'appropriation de nos mairies, et l'arrestation de nos élu.e.s et des membres du HDP/DBP. Le parti nationaliste MHP veut notre disparition.
Et, oui, nous avons des nouvelles de nos député.e.s qui sont en prison et des autres prisonnier.e.s aussi. Tou.te.s sont enfermé.e.s dans le Sud-est de la Turquie. Tant que la Turquie nous laisse le droit d'avoir des nouvelles, on en a. Mais leurs vies restent en danger.

Quelle place prend l'armée et la police dans les rues d'Amed ? Sont-elles moins présentes, ou au contraire, sont-elles plus visibles et omniprésentes ? Tu peux nous en dire plus ?
A Amed, la police et les militaires sont dans les commissariats ou dans leurs casernes. Ils sont également présents dans leurs véhicules blindés qui sillonnent les rues. Après le 15 juillet 2016, date de la tentative coup d'État leur nombre a beaucoup diminué. Un grand nombre ont été arrêtés, tués, licenciés, ou se sont enfuis dans d'autres pays. Mais l'AKP essaye de faire venir des nouveaux policiers et militaires. En ce moment l'État a peu de marge de manœuvre à Amed. Le peuple ne veut plus vivre avec le gouvernement. Moi aussi je ne veux pas.

Dans quel état est le quartier historique de Sur ? Les habitant.e.s de Sur, à moitié rasé par les bombes et les bulldozers de l'État turc, où sont-ils allés ? Comment vivent-ils ? L'État

s’est-il retiré de Sur, ou bien a-t-il encore la main mise ?
Le couvre-feu à Sur continue toujours. Les maisons des habitants ont été totalement détruites par les engins de l’État. Il veut arnaquer les gens en leur donnant une modique somme d’argent en dédommagement de leur expropriation. Beaucoup d’habitant.e.s ont porté plainte contre l’État, et continuent encore. Pour la plupart d’entre eux, ils vivent dans d’autres quartiers. Un grand nombre essayent d’ouvrir à nouveau des petits commerces, mais ça reste très difficile à réaliser. Tout le monde s’est retrouvé dans une précarité accélérée. Et il n’y a plus les anciens maires pour aider et soutenir. L’association de solidarité, Rojava Dernegi, a été fermée. Toute les associations d’aide ont été fermées. Tout le monde essaye de rester debout, et de continuer à survivre. L’État sous la protection de l’ONU construit des commissariats. Il continue de détruire les bâtiments et maisons qui n’ont subis aucun dégât, pour rendre Sur inhabitable et inhumaine. Et les organisations djihadistes ont le contrôle dans ces lieux. Nous, on ne va plus là-bas. Sur, le trésor de notre culture et de notre âme est en train d’être mis à néant. Et cette décision est prise par l’ONU qui reste silencieux.

L’État a organisé un black-out médiatique. De quel façon cela affecte l’organisation de la résistance. Est ce que l’information continue à circuler d’une manière ou d’une autre ?
Oui, effectivement, l’État bloque les médias. Tous les médias d’opposition ont soit été fermés soit été réquisitionnés. Bien sur qu’elle a des effets. L’État a maintenant totalement le contrôle. Mais des médias d’opposition continuent de diffuser, notamment par l’Europe (télévisions, radios, journaux). D’une certaine façon ça vient casser ce black-out.
Il y a aussi une grande pression sur les utilisateurs des réseaux sociaux, une vraie stratégie de la terreur. Plus de 15 000 utilisateurs ont été convoqués pour des interrogatoires. 5 000 personnes ont été mises en garde à vue, et environ 3 000 ont été arrêtées. Des centaines de personnes ont perdues leurs travail. Mais malgré tout cela, l’information, les échanges continuent à se faire par le biais de Twitter, Telegram et Signal. Vous pouvez vous aussi installer Signal comme ça on discutera avec plus de sécurité. Mais je reste préoccupé pour ce qui est de la diffusion des informations en général. Je doute fort que tout le monde y est accès. Quand tu sais que plus de 170 journalistes croupissent en cellules dans ce pays, est-ce qu’on peut croire que l’information circule paisiblement ? Non !

La Turquie veut également casser le mouvement économiquement, en détruisant les villes, en coupant les aides des associations. Face à cela, quels types de réponses sont apportés ? Cette situation ne démoralise-t-elle pas les gens ? Et au niveau international, quelle solidarité peut-on envisager ?
L’État veut casser le mouvement de libération au Kurdistan. L’État parle souvent du « modèle du Sri Lanka ». La formule qu’il utilise est : « Les mettre à genoux » ! Si on se réfère au plan du régime, l’idée c’est la destruction des villes, 40 000 personnes qui vont mourir, 150 000 qui seront blessés, et 2 millions qui devront quitter leur habitats pour aller ailleurs, et qui donc seront déplacées. Mais le PKK est descendu dans les villes pour s’opposer et pour se battre contre ce projet, en tuant plus de 15 000 policiers et militaires. Pour autant le danger est toujours là, et perdure. C’est pour ça que les gens sont très inquiets et malheureux.
Dans un premier temps, en Europe, il faut que la diaspora kurde, les militants, les associations, les États, les syndicats, et le large public sachent ce qu’il se passe ici, il faut les informer avec tous les supports – par la radio, la télévision, par la presse papier. Les droits humains les plus fondamentaux sont bafoués, des massacres sont perpétrés au Kurdistan. Puis dans un deuxième temps, il faut réussir à faire venir des groupes de personnes d’Europe pour faire les constatations directement ici, sans qu’elles soient emprisonnées ou renvoyées dans leur pays.
Troisièmement les États devraient aider les kurdes militairement, en envoyant des tanks, des armes lourdes, des véhicules blindés. Nous sommes aussi près à payer les armes s’il le faut. On a besoin de matériel militaire, armes et véhicules. Si les kurdes, les YPG, YPJ, le PKK, les YBS, ou les SDF perdent, alors les djihadistes continueront à perpétrer des bains de sang en Europe. Car la sécurité

de l’Europe passe par le Kurdistan en ce moment. Ce n’est pas à Erdogan et à ses sbires fascistes qu’il faut faire confiance. C’est aux femmes et aux hommes kurdes qui se battent au quotidien.

Est-ce qu’il y a des nouvelles des guerillas ? Comment vont-ils ? Comment vont-elle ? Quelle est leur stratégie ces derniers temps ?
Il y a des guerillas partout. Eux/elles vont bien. Et la guerilla ne parle à personne de ses stratégies. Cette répression sans limite et sans fin ne divise-t-elle pas les gens ? Dans les cafés, les parcs, et les maisons de quoi discutent-ils ? Que pensent les gens de la situation actuelle ? Quel est le sentiment partagé : la désillusion, la tristesse, la lutte, la séparation ?
Bien-sûr que la répression a un effet sur les relations entre les gens. Ces temps-ci, on vit le moment du nazisme allemand, du franquisme d’Espagne, du mussolinisme d’Italie… Il n’y a aucune différence. Personne n’a, actuellement, de sécurité quant à sa dignité, à ses biens matériels, à sa vie. Les gens sont très en colère. Et cette colère bientôt explosera.

Merci pour tes réponses. As-tu quelque chose à rajouter ?
Je voudrais rajouter quelque chose qui m’appartient. Prochainement en Turquie il va y avoir un coup d’État. Le sang va encore couler. Au nord de la Turquie, les AKP’ci pro-Erdoğan et les CHP’ci vont s’affronter. Après la tentative de coup d’État du 15 juillet, une vague de violence qui vient de très profond a commencé à venir nous frapper. La Turquie va complètement se diviser. Les migrant.e.s vont se multiplier et se rendre en Europe. L’Europe doit s’y préparer. La guerre est devant la porte de l’Europe. Je pense que le PKK va prendre le contrôle, dans cette situation-là, des villes et des villages du sud de la Turquie et du Rojava.